



La mémoire du national-socialisme en Allemagne. L'exemple de Berlin

Arnd Bauerkämper, Jérôme Vaillant

TRADUCTION **Jean-Paul Cahn**

DANS **ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI** 2017/3 N° 221 , PAGES 180 À 192

ÉDITIONS **ASSOCIATION POUR LA CONNAISSANCE DE L'ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI**

ISSN 0002-5712

ISBN 9782757419816

DOI 10.3917/all.221.0180

Date de mise en ligne : 06/10/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-allemande-d-aujourd-hui-2017-3-page-180?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association pour la connaissance de l'Allemagne d'aujourd'hui.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



La mémoire du national-socialisme en Allemagne. L'exemple de Berlin

En République fédérale d'Allemagne mais aussi au-delà des frontières de ce pays, ce que l'on appelle *Vergangenheitsaufarbeitung*, un terme qui, de plus en plus depuis 1959 a remplacé le concept fondé par Theodor W. Adorno de *Vergangenheitsbewältigung*¹, a la réputation d'être l'histoire d'un succès.² Terme passe-partout qui désigne une approche critique de la mémoire, il rencontre durablement depuis les années 1980 un écho favorable. C'est pourquoi l'historien anglais Timothy Garton Ash parlait dès 1999, non sans une certaine ironie, d'une norme DIN standard pour le rapport à un passé embarrassant. Il pensait en particulier à la confrontation depuis les années 1980 à l'holocauste, qui passait pour être exemplaire.³

À vrai dire, le concept de « confrontation au passé » a été utilisé à des fins spécifiques par différents types d'acteurs en République fédérale. À cela s'ajoute le fait que c'est seulement par étapes qu'au cours des années 1960 s'est constituée sur une base

* Professeur d'histoire des 19^e et 20^e siècles à l'Université libre de Berlin avec pour points forts de recherche : histoire du fascisme en Europe, histoire mémorielle, histoire de l'Allemagne après 1945. Publications les plus récentes : Gregory R. Witkowski/Arnd Bauerkämper (Hg.), *German Philanthropy in Transatlantic Perspective. Perceptions, Exchanges and Transfers since the Early Twentieth Century*, New York : Springer 2016 ; Arnd Bauerkämper/Andreas Nachama (Hg.), « Faschismus in Europa 1919-1945 » in *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 65 [2017], H. 2, 184 p. Il est également l'auteur de *Das umstrittene Gedächtnis. Die Erinnerung an Nationalsozialismus, Faschismus und Krieg in Europa seit 1945*, 2012.

1. Pour le traducteur, il convient de faire un choix dans le souci de garder au texte sa fluidité, même si la traduction ne rend qu'imparfaitement compte des deux termes allemands : la confrontation au passé pour traduire « Aufarbeitung » signale que l'on procède à une analyse critique du passé tandis que « Bewältigung » laisse entendre davantage qu'il est possible d'assumer, de surmonter voire de dépasser le passé. Nous avons choisi de traduire ce terme par « maîtrise du passé » et de garder, pour celui qui a le plus souvent cours aujourd'hui, celui de « confrontation au passé » au risque d'en restreindre les connotations multiples. NdT.
2. Voir Maren Röger, Adorno-Diktum, in : Torben Fischer/Matthias N. Lorenz (éd.), *Lexikon der « Vergangenheitsbewältigung » in Deutschland. Debatten- und Diskursgeschichte des Nationalsozialismus nach 1945*, Bielefeld 2007, p. 38 sq. ; Arnd Bauerkämper, *Das umstrittene Gedächtnis. Die Erinnerung an Nationalsozialismus, Faschismus und Krieg in Europa seit 1945*, Paderborn 2012, voir en particulier les pages 191-213.
3. Cité d'après Timothy Garton Ash, « Strafgerichte, Säuberungen und Geschichtsstunden », in : le même, *Zeit der Freiheit. Aus den Zentren des neuen Europa*, München 1999, p. 308-333, ici p. 309. Voir également Christoph Cornelißen, « Vergangenheitsbewältigung' – ein deutscher Sonderweg ? », in : Katrin Hammerstein e. a. (éd.), *Aufarbeitung der Diktatur – Diktat der Aufarbeitung ?*, Göttingen 2009, p. 21-36.

critique dans la société ouest-allemande une « mémoire négative »⁴. Ce processus controversé a provoqué de violents débats en particulier entre les générations. Enfin, à l'étranger, il n'est pas rare qu'il ait été perçu comme une forme de fierté fondée sur le péché (« Sündenstolz », Györgi Konrad) ou comme la fierté qu'engendre la confrontation au passé (« Aufarbeitungstolz »).⁵

Ces vingt dernières années ont été implantés dans de nombreux Länder des mémoriaux et des musées consacrés à l'histoire du national-socialisme, comme par exemple les centres de documentation sur le Troisième Reich à Munich et Nuremberg. Dès 1965 y avait été inauguré comme à Dachau, sur l'emplacement du camp de concentration, un mémorial accompagné d'une exposition permanente. Jusqu'en 1995, ce sont au total 8 000 monuments aux victimes qui ont été mis en place. Ces dernières années, le débat s'est concentré sur la capitale Berlin qui est devenue depuis le début des années 1990 le lieu de la mémoire institutionnalisée de la violence exercée dans l'Allemagne du 20^e siècle, par le national-socialisme ou par la dictature est-allemande. Une place à part doit être faite à ce qu'il est convenu d'appeler le « district de la mémoire » (Karen E. Till) qui comprend le Monument à la mémoire des juifs d'Europe assassinés, la Topographie de la terreur et le Musée juif de Berlin. Ces réalisations s'inspirent des résultats de la recherche la plus récente qui continue de traiter la mémoire européenne certes dans un cadre national mais en la transmettant localement.⁶

Cette contribution se concentre sur la mémoire du national-socialisme en général et de ses victimes en particulier depuis les années 1980 à Berlin et se limite à l'étude de la transmission volontaire et institutionnalisée de la mémoire via les mémoriaux et les musées. L'héritage architectural du Troisième Reich n'est pas abordé. Pour commencer il convient de rappeler les grandes lignes de l'évolution de la politique de remémoration (Erinnerungspolitik)⁷ et de sa fonctionnalisation dans le cadre d'une politique

4. Sur ce concept voir : Reinhart Koselleck, « Formen und Traditionen des negativen Gedächtnisses », in : Volkhard Knigge/Norbert Frei (éd.), *Verbrechenerinnern. Die Auseinandersetzung mit Holocaust und Völkermord*, München 2002, p. 21-32, en particulier les pages 27, 29.

5. Cité dans l'ordre d'après : Christian Meier, *Das Gebot zu vergessen und die Unabweisbarkeit des Erinnerns. Vom öffentlichen Umgang mit schlimmer Vergangenheit*, München 2010, p. 79 ; Günter Morsch, « Das "neue Unbehagen an der Erinnerungskultur" und die Politik mit der Erinnerung : zwei Seiten der gleichen Medaille », in : *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 63 (2015), p. 829-848, ici p. 829. Sur les conflits entre générations à propos du national-socialisme voir : Arnd Bauerkämper, « "Generation" als Selbstdeutung, Die Erinnerung an den Nationalsozialismus », in : Almut Hille/Huang Liaoyu/Benjamin Langer (éd.), *Generationenverhältnisse in Deutschland und China. Soziale Praxis – Kultur – Medien*, Berlin 2016, p. 91-113 ; Jürgen Reulecke, « Generation/Generationality, Generativity and Memory », in : Astrid Ertl/Ansgar Nünning (éd.), *A Companion to Cultural Memory Studies*, Berlin 2010, p. 119-125.

6. D'après : Wolfgang Hartwig, Von der « Vergangenheitsbewältigung » zur Erinnerungskultur, in : Thomas Hertfelder/Andreas Rödder (Hg.), *Modell Deutschland. Erfolgsgeschichte oder Illusion ?*, Göttingen 2007, p. 171-189, ici p. 181. À propos de Berlin voir : Karen E. Till, *The New Berlin. Memory, Politics, Place*, Minneapolis 2005 ; Gerd Kühling, *Erinnerung an nationalsozialistische Verbrechen in Berlin. Verfolgte des Dritten Reiches und geschichtspolitisches Engagement im Kalten Krieg 1945-1979*, Berlin 2016 ; Erik Meyer, « Ein Ort, an den man gerne geht » : Das Berliner Holocaust-Mahnmal, in : Herfried Münkler/Jens Hacke (Hg.), *Wege in die neue Bundesrepublik. Politische Mythen und kollektive Selbstbilder nach 1989*, Frankfurt/M. 2009, p. 153-169, ici p. 165. Voir également Gabriel D. Rosenfeld/Paul B. Jaskot (Hg.), *Beyond Berlin. Twelve German Cities Confront the Nazi Past*, Michigan 2008 ; Andreas Heusler, Von der « Hauptstadt der Bewegung » zur « Weltstadt mit Herz ». Münchens kommunale Erinnerungskultur im Wandel, in : *Zeitgeschichte* 39 (2012), p. 245-256 ; Markus, « Memorialization of Perpetrator Sites in Bavaria », in : Bill Niven/Chloe Paver (Hg.), *Memorialization in Germany since 1945*, Basingstoke 2010, p. 103-113.

7. On parle de « politique de remémoration » (Erinnerungskultur) « pour saisir toutes les formes pensables de la remémoration volontaire d'événements historiques, de personnalités ou de processus [...] qu'ils soient de

mémorielle (Gedächtnispolitik)⁸ en Allemagne depuis 1945. Dans la mesure où les narratifs de la mémoire en RDA étaient encadrés par la politique mémorielle restrictive du régime, leur intégration dans la mémoire collective a représenté un défi central pour la réalisation de l'« unité intérieure » de l'Allemagne depuis l'unification, ils font donc partie intégrante de cette étude. Il s'agira enfin de se pencher sur la mémoire du national-socialisme à Berlin puis finalement sur la façon de commémorer les victimes.

Mémoires divisées du national-socialisme en République fédérale d'Allemagne et en RDA

La guerre froide a fait se développer dans les deux États allemands deux cultures mémorielles différentes du national-socialisme, mais elles avaient aussi des similitudes. Au début, le cadre de référence dans les débats sur le Troisième Reich et la Seconde Guerre mondiale avait le même caractère universaliste. Ainsi dans les zones d'occupation occidentales comme dans la jeune République fédérale, les forces conservatrices dominantes commencèrent par expliquer la prise du pouvoir par Hitler par des motivations hors frontières et une mobilisation de la société depuis les Lumières, ce qui leur permettait de rejeter la thèse de la culpabilité collective du peuple allemand dont elles pensaient que les puissances d'occupation l'avaient faite leur. En outre il était fait mention, en particulier de la part des représentants catholiques chrétiens-démocrates, de ce que le Troisième Reich avait de « matérialiste », une façon de stigmatiser la RDA pendant la guerre froide et ses dirigeants communistes.⁹ Les dirigeants du KPD puis, à partir de 1946, du SED ont conclu de semblable façon des racines nationales du national-socialisme à son caractère finalement capitaliste. Cela leur permettait d'opposer à cette vision négative universelle l'« antifascisme » des résistants communistes et d'en faire le mythe fondateur de la RDA.¹⁰ Ce faisant la décision franche et honnête de rompre avec le national-socialisme était dépassée par une doctrine politique qui déchargeait les Allemands de l'Est du poids du passé. La direction du SED mettait l'antifascisme au service d'une politique mémorielle sélective. Le recours à des narratifs universalistes permettait de s'abstraire des conditions spécifiquement allemandes de la naissance du national-socialisme et était caractéristique de la mémoire officielle à la fin des années 1940 et pendant les années 1950. Pour la RDA, cela est resté valable jusqu'à la fin du régime SED. La politique de remémoration dans l'Allemagne d'après-guerre était bien en ce sens « divisée », en anglais « divided and shared »¹¹

nature esthétique, politique ou cognitive ». (Christoph Cornelißen, *Erinnerungskulturen*, in : Frank Bösch/Jürgen Danyel (Hg.), *Zeitgeschichte – Konzepte und Methoden*, Göttingen 2012, p. 166-184, ici p. 166).

8. « La politique mémorielle » (Gedächtnispolitik) est, quant à elle, « institutionnelle et a pour objet d'actualiser des souvenirs choisis pour les représenter, les ritualiser et les mettre en scène avec pour tâche de présenter le présent comme le lieu de transformation entre passé et futur ». Voir Burckhard Dücker, Art. « Ritual », in : Nicolas Pethes/Jens Ruchatz (Hg.), *Gedächtnis und Erinnerung. Ein interdisziplinäres Lexikon*, Reinbek 2001, p. 502 sq., ici p. 502. Voir également Helmut König, Art. « Das Politische des Gedächtnisses », in : Christian Gudehus/Ariane Eichenberg/Harald Welzer (Hg.), *Gedächtnis und Erinnerung. Ein interdisziplinäres Handbuch*, Stuttgart 2010, p. 115-125, en particulier les pages 115, 120-123.
9. Maria Mitchell, *Materialism and Secularism : CDU Politicians and National Socialism, 1945-1949*, in : *Journal of Modern History* 67 (1995), p. 278-308, en particulier les pages 286, 297-299, 306 ; Heidrun Kämper, *Kollektivschuld – Die diskursive Instrumentalisierung eines gesellschaftlichen Konstrukts*, in : Carsten Dutt (Hg.), *Die Schuldfrage. Untersuchungen zur geistigen Situation der Nachkriegszeit*, Heidelberg 2010, p. 17-44.
10. Herfried Münkler, *Antifaschismus und antifaschistischer Widerstand als Gründungsmythos der DDR*, in : *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung « DasParlament »*, B 45/98, p. 16-29.
11. Jeffrey Herf, *Divided Memory. The Nazi Past in the Two Germanies*, Cambridge/Mass. 1997, voir la page 198 ; Peter Reichel, *Vergangenheitsbewältigung in Deutschland. Die Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur von 1945 bis heute*, München 2001, p. 201 sq. Pour une bonne synthèse voir Katrin Hammerstein, *Schuldige Opfer ? Der Nationalsozialismus in den Gründungsmythen der DDR*, Österreichsund

La critique croissante de la conception autoritaire que Konrad Adenauer avait de la « démocratie fondée sur le pouvoir du chancelier » a culminé dans la crise du *Spiegel* à l'automne 1962, faisant perdre à celui-ci soutien et réputation. C'est ainsi que se constitua en Allemagne de l'Ouest un mouvement de protestation porté principalement par les étudiants et les intellectuels. La critique de la guerre menée au Vietnam par les États-Unis, d'institutions et de mœurs surannées qui persistaient au sein de la jeune République fédérale a joué un rôle au moins aussi important que le souvenir du national-socialisme et de la Seconde Guerre mondiale. Le mouvement étudiant a radicalisé le débat naissant sur le national-socialisme mais il a également contribué à promouvoir une histoire comparative du Troisième Reich ainsi que des études sur la vie quotidienne dans l'Allemagne des années 1933-1945. Le rappel d'un passé non « maîtrisé » s'accompagnait de la revendication d'une démocratisation de la République fédérale et d'une remise en cause de la puissance tutélaire américaine qui servait pourtant en même temps de modèle à la « nouvelle gauche » allemande. Les manifestations spectaculaires des années 1967/68 ont provoqué l'inquiétude et même des réactions hystériques particulièrement parmi les hommes politiques conservateurs qui rappelaient comment la République de Weimar, victime de la radicalisation politique, s'était effondrée sous les assauts conjugués des nazis et des communistes. L'establishment politique et les élites ouest-allemandes allaient même jusqu'à accuser les étudiants d'être les porteurs d'un nouveau « fascisme ».¹²

Les débats sur le national-socialisme et la naissance qui s'en est suivie d'une mémoire critique ont renforcé dans les années 1960 et 1970 la démocratie ouest-allemande, ce qui l'a différenciée de façon croissante de la RDA. Alors que, jusque dans les années 1950, les deux États allemands avaient l'un et l'autre poursuivi l'objectif d'intégrer dans la société les anciens membres du parti nazi, se profilait entre eux une divergence en termes de mémoire. Cette évolution était due en République fédérale au développement d'un espace public libre dans une société politiquement pluraliste. En 1978, le ministre-président de Bade-Wurtemberg, Hans Filbinger, a été contraint à la démission parce qu'il continuait de justifier les quatre condamnations auxquelles il avait participé en 1945, en tant que juge dans la marine.¹³ Mais ce n'est que dans les années 1980 qu'est intervenu un profond changement dans la politique de remémoration, ce à quoi la diffusion de la série télévisée *Holocauste* en janvier 1979 a contribué de même que l'écho international rencontré par le discours que le président fédéral Richard von Weizsäcker a tenu le 8 mai 1985. À l'inverse du film épique de Claude Lanzmann, *Shoah*, qui retraçait en 1985 dans un récit documentaire d'une extrême précision l'assassinat des juifs en Europe à travers le rapport de témoins et des témoignages de survivants, la série télévisée *Holocauste* a provoqué en République fédérale une émotion inattendue. Vingt millions de téléspectateurs, soit environ un tiers de la population ouest-allemande, ont suivi la série, révélant ainsi une connaissance insuffisante de l'assassinat des juifs. De nombreux

der Bundesrepublik Deutschland, in : Regina Fritz/Carola Sachse/Edgar Wolfrum (Hg.), *Nationen und ihre Selbstbilder. Postdiktatorische Gesellschaften in Europa*, Göttingen 2008, p. 39-61.

12. Voir Michael Schmidtke, *The German New Left and National Socialism*, in : Gassert/Steinweis (Hg.), *Nazi Past*, p. 176-193, en particulier p. 179 sq., 182 sq. ; Hans-Ulrich Thamer, *Die NS-Vergangenheit im politischen Diskurs der 68er-Bewegung*, in : *Westfälische Forschungen* 48 (1998), p. 39-53, en particulier p. 40, 42-44, 53.

13. Detlef Siegfried, *Zwischen Aufarbeitung und Schlußstrich. Der Umgang mit der NS-Vergangenheit in den beiden deutschen Staaten 1958 bis 1969*, in : Axel Schildt/Detlef Siegfried/Karl Christian Lammers (Hg.), *Dynamische Zeiten. Die 60er Jahre in den beiden deutschen Gesellschaften*, Hamburg 2000, p. 77-113, en particulier les pages 108-111.

commentateurs demandèrent alors d'intégrer davantage la perspective des victimes dans l'écriture de l'histoire. La série fut suivie d'un débat public intense qui eut pour effet que, si en 1978 seuls 34 % des Allemands de l'Ouest étaient favorables à ce que continue la poursuite des criminels nazis, ce pourcentage passait après la diffusion d'*Holocauste* à 50 %, même si ce ne fut qu'un effet temporaire. La série a également modifié les formes de la représentation médiatique du génocide des juifs et la façon de traiter les témoignages des survivants même si d'aucuns y ont vu un « exemple de mauvais goût ». ¹⁴ La politique de la RDA resta, elle, inchangée. Même si dans les années 1980 l'influence croissante des mouvements pour la paix, la défense de l'environnement et des droits civiques permit à leurs défenseurs de faire davantage valoir leurs objections contre la doctrine officielle de l'« antifascisme ». Rappelant en particulier, pendant la deuxième moitié de la décennie, le sort spécifique des victimes juives que les dirigeants du SED ne mentionnaient alors, comme les autres groupes de victimes, que de façon générale quand ils évoquaient « les victimes du fascisme ». ¹⁵

Depuis l'unification, la politique mémorielle officielle est restée contradictoire dans la mesure où les gouvernements fédéraux qui se sont succédé depuis 1990 étaient confrontés à la concurrence entre victimes du national-socialisme et du stalinisme. Ces deux catégories se sont violemment heurtées à propos de la façon de concevoir les mémoriaux pour rappeler le passé des camps de concentration nazis et camps soviétiques spéciaux de Sachsenhausen et de Buchenwald. Pour surmonter les désaccords entre ces deux groupes soucieux de faire valoir leurs seuls intérêts particuliers, la politique et la recherche se sont mises d'accord sur une conception antitotalitaire qui ne nivelle pas les différences entre les deux formes de dictature allemande : « Les crimes nazis ne doivent pas être relativisés par les crimes du stalinisme pas plus que les crimes du stalinisme ne peuvent être minimisés en faisant référence aux crimes nazis. » C'est sur cette base que le gouvernement fédéral, en particulier le responsable de la culture et des médias et le ministère de l'Intérieur, a soutenu un grand nombre d'initiatives, d'activités et d'organisations provenant de la société civile sans pour autant intervenir directement dans une culture de remémoration pluraliste. ¹⁶

Ce faisant, des hommes politiques et le gouvernement fédéral mais aussi des représentants de l'élite économique ont relevé et assumé la responsabilité à l'égard des victimes de la politique nazie d'extermination et, par exemple, dédommagé les travailleurs forcés, déplacés de force pendant la Seconde Guerre mondiale dans l'Allemagne du Troisième Reich. Dans le cadre du débat sur les « biens intraçables » en Suisse, c'est-à-dire, ceux de juifs allemands contraints à la fuite, les entreprises allemandes ont été sollicitées pour rendre publiques leurs affaires sous le Troisième Reich en vue de dédommager les victimes, en particulier celles qui se trouvaient aux États-Unis. À cet effet douze grandes entreprises allemandes ont été amenées, après de difficiles négociations, à créer en février 1999, avec le soutien du gouvernement fédéral, la

14. Cité d'après Yehuda Bauer, *Geschichtsschreibung und Gedächtnis am Beispiel des Holocaust*, in : *Transit. Europäische Revue* 22 (2001/2002), p. 178-192, ici p. 190. Indications fournies par David Art, *The Politics of the Nazi Past in Germany and Austria*, New York 2006, p. 61.

15. Ute Frevert, *Conflicting Memories and Emotions – Germany West, East and United*, in : Wolfgang Petrisch/Vedran Džihic (Hg.), *Conflict and Memory : Bridging Past and Future in (South East) Europe*, Baden-Baden 2010, p. 99-110, ici p. 101.

16. Cité d'après Thomas Lindenberger, *Governing Conflicted Memories. Some Remarks about the Regulation of History Politics in Unified Germany*, in : Muriel Blaive/Christian Gerbel/Thomas Lindenberger (Hg.), *Clashes in European Memory. The Case of Communist Repression and the Holocaust*, Innsbruck 2011, p. 73-87, ici p. 78.

Fondation de l'économie allemande « Mémoire, responsabilité pour l'avenir » qui, jusqu'en juin 2007, a versé 1,37 milliard d'euros à 1,66 million de travailleurs forcés ou leur famille.¹⁷

Par ailleurs, l'exposition « Guerre d'extermination. Les crimes de la Wehrmacht de 1941 à 1944 », préparée par l'Institut de recherche sociale de Hambourg et présentée de 1995 à 1999 dans de nombreuses villes allemandes, a ébranlé la croyance largement répandue que les troupes régulières allemandes n'auraient pas participé pendant la Seconde Guerre mondiale à des crimes. Ce que l'on a appelé du raccourci « l'exposition sur la Wehrmacht » a induit un vigoureux débat. Les partis conservateurs et les associations de vétérans défendant l'honneur et le sacrifice des soldats allemands tandis que le SPD, le PDS et les Verts attiraient l'attention sur les crimes commis par la Wehrmacht en particulier en Union soviétique et dans l'Europe du Sud-Est occupée.¹⁸ Les récits enjolivant les faits de guerre ont nettement reculé au cours des années 1990. À cela est venu s'ajouter le fait que l'extension d'organisations telles que l'OTAN et l'Union européenne a élargi le cadre de la politique de remémoration en lui faisant dépasser les frontières, créant un « champ de tension culturelle dans la formation d'une communauté nationale et internationale ».¹⁹

L'unification a remis la question de la relation des Allemands à la nation à l'ordre du jour, nombre de dirigeants politiques, mais aussi des journalistes et des universitaires réclamant une « normalisation » par rapport au passé récent. Des représentants de tous les partis mais aussi le gouvernement fédéral avec les chanceliers Kohl (1982-1998) et Schröder (1998-2005) ont de façon croissante mis l'accent sur les côtés positifs et les traditions de l'histoire allemande, impulsant ainsi la construction d'une identité nationale allant de soi. Parmi leurs arguments, la stabilité de la démocratie ouest-allemande après la Seconde Guerre mondiale et l'unification pacifique. En même temps la faute et la responsabilité allemande pour les crimes commis sous le Troisième Reich par des Allemands à l'encontre d'Européens ont été intégrées dans la politique mémorielle.²⁰

Dans ce contexte, qui se distingue de celui des années 1950, quand, en République fédérale, on faisait la balance entre culpabilité et responsabilité, a été également évoqué le sort des civils allemands, victimes des conséquences de la guerre déclenchée par les nazis. Le débat a porté sur les victimes de la fuite et des expulsions comme sur les victimes des bombardements aériens alliés, Jörg Friedrich allant jusqu'à faire une association entre attaques aériennes et holocauste dans son livre intitulé *L'incendie*, publié en 2002 (publié en France en 2004 sous le titre : *L'incendie : L'Allemagne sous les bombes 1940-1945*). Dans des fictions littéraires rendant compte des souffrances des Allemands pendant les expulsions, comme dans les ouvrages de Günter Grass, Bernhard Schlink, Ulla Hahn et Reinhard Jirgl, les auteurs mettent

17. Henning Borggräfe, *Zwangsarbeiterentschädigung. Vom Streit um « vergessene Opfer » zur Selbstaussöhnung der Deutschen*, Göttingen 2014.

18. Omar Bartov, *The Wehrmacht Exhibition Controversy. The Politics of Evidence*, in : ders./ Atina Grossmann/ Mary Nolan (Hg.), *Crime of War. Guilt and Denial in the Twentieth Century*, New York 2002, p. 41-60.

19. Beate Binder/Wolfgang Kaschuba/Peter Niedermüller, « Geschichtspolitik » : Zur Aktualität nationaler Identitätsdiskurse in europäischen Gesellschaften, in : Hartmut Kaelble/Jürgen Schriewer (Hg.), *Gesellschaften im Vergleich*, Frankfurt/M. 1999, p. 465-508, ici p. 482.

20. Voir Ruth Wittlinger/Steffi Boothroyd, A « Usable » Past at Last ? The Politics of the Past in United Germany, in : *German Studies Review* 33 (2010), p. 489-502, ici p. 489-492, 494, 496, 499 ; Volker Wild/Jan Ferdinand, *Gedenkpolicies als Imagepolitik. Die Kohl-Regierung und das « Holocaust-Denkmal »*, in : *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 64 (2016), p. 968-982, ici p. 972.

certes de façon abstraite en scène des dilemmes moraux, mais ils occultent souvent la faute et la responsabilité individuelle de membres d'une famille dans des contextes spécifiques. De même, les initiatives en faveur de la réalisation d'un « Centre contre les expulsions » ont fait redouter que l'on se focalise à nouveau en Allemagne sur les victimes allemandes du national-socialisme et plus particulièrement de la Seconde Guerre mondiale.²¹

À l'inverse l'attention a été attirée sur la contamination par la période du Troisième Reich des biographies individuelles et familiales. Par ailleurs, l'affirmation selon laquelle le débat sur les victimes des bombardements alliés et des expulsions aurait pour la première fois brisé un tabou s'est heurtée à une vigoureuse opposition. Les souffrances des civils et des soldats allemands faisaient déjà partie des remémorations dans les premières années de la République fédérale. Et surtout, à l'inverse des narratifs apologétiques des années 1950, le discours sur les victimes se fonde depuis 2000 sur un consensus établi autour des responsabilités allemandes qui n'est aujourd'hui contesté que par les représentants et adeptes du parti l'Alternative pour l'Allemagne.²²

La mémoire des victimes du national-socialisme à Berlin

Après la « réunification » de l'Allemagne, Berlin s'est muée en centre de la mémoire du national-socialisme et du souvenir de ses victimes. D'importants topoï et récits y ont été ancrés institutionnellement – surtout dans des musées ou des lieux commémoratifs – mais aussi discutés publiquement. Les négociations souvent asymétriques entre les acteurs de ces discussions ont montré que la mémoire du national-socialisme n'est pas seulement différenciée, mais aussi liée à des intérêts divers et, partant, controversée. À Berlin ces désaccords et débats ont donné lieu depuis 1990 à des constructions mémorielles spécifiques dans lesquelles des victimes du national-socialisme ont été intégrées à différents stades. Certains monuments permettent de reconstituer ce processus. Alors que la *Neue Wache* et le monument aux victimes de l'holocauste (*Holocaust-Denkmal*) rappellent des victimes largement reconnues, les monuments dédiés aux victimes de l'euthanasie ou aux persécutés homosexuels ainsi qu'aux Sinti et aux Roms, dont le statut de victimes n'a fait l'objet que d'une reconnaissance hésitante, ont été longtemps discutés²³.

Les soldats allemands tombés à la guerre sont reconnus depuis longtemps en tant que victimes. Depuis les années 1960 la République fédérale ne s'est cependant pas limitée à cette catégorie, elle s'est souvenue de tous les morts des années 1933-1945, voire de toutes les « victimes de la guerre et de la violence »²⁴. De même les Juifs

21. Sur cette controverse et ses différentes interprétations, voir Laura Ruckert, « Jörg Friedrich : *Der Brand* », et Ute Jansen/Torben Fischer, « Günter Grass : *Im Krebsgang* », in : Fischer/Lorenz (Hg.), *Lexikon*, p. 347-349, 349-351 ; Malte Thießen, *Der « Feuersturm » im kommunikativen Gedächtnis. Tradierung und Transformation des Luftkriegs als Lebens- und Familiengeschichte*, in : Jörg Arnold/Dietmar Süß/ Malte Thießen (Hg.), *Luftkrieg. Erinnerungen in Deutschland und Europa*, Göttingen 2009, p. 312-331.

22. Cité d'après Harald Welzer, Schönunscharf. Über die Konjunktur der Familien- und Generationenromane, in : *Mittelweg* 36, No. 1/2004, p. 53-64, ici p. 64. Voir également Michael Schwartz, *Dürfen Vertriebene Opfer sein ? Zeitgeschichtliche Überlegungen zu einem Problem deutscher und europäischer Identität*, in : *Deutschland Archiv* 38 (2005), p. 494-505 ; Bill Niven, Introduction : German Victimhood at the Turn of the Millennium, in : du même auteur (Hg.), *Germans*, p. 1-25, ici p. 23 sq.

23. Volker Wild (collab. Jan Ferdinand), « 20 Jahre Bundesdenkmalpolitik zum Nationalsozialismus. Von der Neuen Wache bis zum Gedenk- und Informationsort für die Opfer der nationalsozialistischen "Euthanasie"-Morde », in : *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 62 (2014), p. 881-900, ici p. 822 et 898.

24. Alexandra Kaiser, *Von Helden und Opfern. Eine Geschichte des Volkstrauertags*, Frankfurt/M. 2010, p. 318, 297 et 350.

assassinés ont-ils été intégrés plus particulièrement à la culture mémorielle de la RFA dès avant 1990. C'est pourquoi la transformation de la *Neue Wache*, dans l'avenue berlinoise Unter den Linden, a provoqué de vives controverses dans l'Allemagne unifiée du début des années 1990. Le nouveau centre mémoriel de la République fédérale, installé dans la *Gedächtnisstätte für die Gefallenen des Weltkrieges* (lieu de mémoire consacré aux morts de la [Première] Guerre mondiale) qu'avait conçue Heinrich Tessenow en 1931, reprit dans sa forme conventionnelle allemande l'hommage aux morts. Il s'agissait de se souvenir « des victimes des guerres et du gouvernement par la violence », selon une formule gravée dans le sol. Outre les références à la tradition le débat portait surtout sur la notion, large et générale, de victimes, accusée de niveler les différences entre diverses catégories et de brouiller l'image des « coupables qui ont été également des victimes » (*Täteropfer*). Les plaques apposées à l'entrée, qui désignaient des groupes spécifiques, n'apportèrent aucune solution. Initiée par le chancelier Helmut Kohl, la « mère et son fils mort », d'après une *Pietà* de Käthe Kollwitz, fit également l'objet de critiques, accusée d'accentuer la tradition chrétienne. Qui plus est juifs et femmes, groupes de victimes importants, restaient exclus de l'hommage. *Last but not least*, des représentants de l'opposition protestèrent car la réorganisation du mémorial avait été décidée sans que le *Bundestag* fût associé²⁵.

Le monument dédié aux Juifs assassinés d'Europe fit lui aussi débat dans un premier temps. Dans les années 1990 le *Bundestag* fit sienne l'initiative privée d'un groupe autour de la journaliste et publiciste Lea Rosch qui demandait publiquement depuis 1988 un monument pour les victimes juives du national-socialisme. Le gouvernement fédéral rejeta cette demande dans un premier temps. Mais lorsqu'après l'unification de la République fédérale et de la RDA d'autres États manifestèrent leur désir croissant d'une appréhension critique par les Allemands du passé national-socialiste et que les débats autour de la conception de la *Neue Wache* parurent confirmer les doutes, le gouvernement se convertit vers la fin de l'année 1991 au projet de Lea Rosch et de ses amis. En mai 1993 la décision était prise d'ériger à Berlin un monument voué à l'holocauste. Cela ne suffit pas à lever totalement les doutes parmi les ministres et les hauts fonctionnaires, mais il fallait calmer l'opinion publique étrangère. Au plan de la politique intérieure cette décision visait à gagner la faveur de critiques de la politique mémorielle du chancelier Kohl – le président du Consistoire allemand Ignaz Bubis par exemple. Finalement le gouvernement établit une corrélation étroite entre son accord à la *Neue Wache* et au monument qui devait rappeler le meurtre des Juifs. Cela révéla *in fine* la duplicité et l'instrumentalisation de la politique gouvernementale en matière de mémoire des victimes juives de même que « la conception des rôles volontiers absolutiste en matière de politique de l'histoire » de Kohl²⁶.

La réalisation architecturale fut elle aussi contestée d'emblée. Après que le chancelier eût écarté un premier projet en 1995 le plan de l'architecte Peter Eisenman et du sculpteur Richard Serra fut approuvé en 1997, mais plusieurs fois modifié ensuite. Le gouvernement fédéral décida ainsi l'installation d'un musée sous-terrain (*Ort der Information*) à côté du monument. Quarante arbres furent plantés et le nombre des stèles réduit. Après le vote à une large majorité par le *Bundestag*, le 25 juin 1999, de

25. Sur la controverse autour de l'aménagement de la « *Neue Wache* » (1992/93), voir Michael Jeismann (éd.), *Mahnmal Mitte. Eine Kontroverse*, Köln 1999.

26. Wild/Ferdinand, *Geschichtspolitik*, op. cit., p. 976 sq.

l'édification l'*Holocaust-memorial* (selon son appellation internationale) sur la base du projet Eisenman une controverse interrompit la réalisation des travaux de construction par la société Degussa : sa filiale Degesch avait produit à l'époque nazie le Zyklon B qui avait servi à gazer des prisonniers dans les camps de concentration, parmi eux de nombreux Juifs. Cependant, la direction de Degussa s'étant confrontée dès les années 1980 au rôle de Degesch sous le Troisième Reich, le conseil d'administration de la fondation « Un monument pour les Juifs d'Europe assassinés » (« *Denkmal für die ermordeten Juden Europas* ») décida que les stèles resteraient de la compétence de Degussa. Le monument et le musée purent finalement ouvrir le 10 mai 2005²⁷.

Pour autant la discussion autour de ce monument n'était pas éteinte. Au contraire : le mémorial de l'holocauste a donné lieu à des débats de fond depuis 2005. Des opinions critiques ont souligné qu'en général les monuments donnent au passé un sens pour le présent et qu'ils renvoient à de multiples rapports de signification. Elles déniaient à ce mémorial la capacité d'assumer cette fonction – puisque l'holocauste avait en fin de compte été dénué de tout sens. Elles affirmèrent que la « relation qui fait sens entre interprétation et identification » qu'il appartient généralement aux monuments de produire s'avérait impossible dans le cas de l'holocauste puisque celui-ci constituait une « rupture civilisationnelle » essentielle²⁸.

Plus fondamentale encore a été la mise en garde contre une monopolisation des victimes juives par la nouvelle culture mémorielle critique allemande. Ces objections faisaient valoir qu'à travers les citoyens de la République fédérale qui l'avaient financé ce monument intégrait aussi les coupables et leurs descendants. D'autres observateurs déplorèrent que, bien que faisant explicitement référence aux Juifs assassinés, l'« Holocauste » inclût différents groupes de victimes du nazisme. Cette notion, regrettaient-elles, s'était muée en une désignation peu pertinente englobant tous les crimes perpétrés par les autorités du Troisième Reich. La discussion de la société allemande depuis les années 1990, qui avait déjà caractérisé la mémoire communicative dans les deux Allemagnes dès avant 1990, a en quelque sorte mis à jour le statut des victimes sans défense, ce qui n'est pas son moindre mérite²⁹.

Mais les critiques adressées au mémorial n'eurent pas pour seule origine la discussion de principe autour de la mémoire de l'holocauste, elles s'adressaient aussi à un mouvement de solidarisation hâtif des Allemands avec les Juifs, susceptible de niveler des différences importantes. On a craint ainsi qu'une nouvelle approche mémorielle donne lieu à une « captation dolosive des morts », à une sacralisation des crimes et qu'elle conduise à faire abstraction des conditions concrètes de leur commission

27. Hans-Georg Stavjinski, *Das Holocaust-Denkmal. Der Streit um das « Denkmal für die ermordeten Juden Europas » in Berlin (1988–1999)*, Paderborn/München/Wien/Zürich 2002 ; Claus Leggewie / Erik Meyer, « Ein Ort, an den man gerne geht ». *Das Holocaust-Mahnmal und die deutsche Geschichtspolitik nach 1989*, München 2005.

28. Dan Diner, *Zivilisationsbruch : Denken nach Auschwitz*, Frankfurt/M. 1988, cit. d'après Erik Meyer, « Holocaust-Mahnmal und Gedenkstätten an historischen Orten. Zur Entwicklung der deutschen Erinnerungskultur seit der staatlichen Vereinigung », in Stefan Troebst/Johanna Wolf (éd.), *Erinnern an den Zweiten Weltkrieg. Mahnmale und Museen in Mittel-und Osteuropa*, Leipzig 2001, p. 67-73, ici p. 69.

29. Wolfgang Benz, « Nationalsozialismus und Erinnerung », in : Stefan Vogt u.a. (Hg.), *Ideengeschichte als politische Aufklärung. Fs. Wolfgang Wippermann*, Berlin 2010, p. 203-216, ici p. 211-215. Concernant la mémoire communicative, voir Jan Assmann, « Kollektives Gedächtnis und kulturelle Identität », in id./ Tonio Hölscher (éd.), *Kultur und Gedächtnis*, Frankfurt/M. 1988, p. 9-19, ici p. 11.

et de ceux qui en étaient les auteurs³⁰. Il faut indubitablement éviter que quiconque s'accapare une nouvelle fois les morts. Une « culture de remémoration qui intériorise le génocide des Juifs en une approche programmatique recèle le danger de se rendre justice soi-même ». La fierté que suscite l'étude (*Aufarbeitung*) de leur propre passé peut *in fine* renforcer l'identité nationale des Allemands et éventuellement fonctionnaliser la mémoire des Juifs victimes du national-socialisme³¹.

On a critiqué en particulier la mise à l'écart de la mémoire officielle allemande d'autres groupes victimes du Troisième Reich – parmi eux les homosexuels et les Tsiganes. Le président du Conseil central des Sinti et des Roms allemands, Romani Rose, s'est engagé en faveur d'un lieu commémoratif national commun aux Juifs et au groupe de victimes au nom de qui il parlait – exigence repoussée par ceux qui promouvaient le monument aux victimes juives de l'holocauste ainsi que par le Conseil central des Juifs. Le gouvernement fédéral s'abstint de prendre position et se déchargea de la décision sur le gouvernement (*Senat*) de Berlin. Finalement les partisans du monument juif s'imposèrent en arguant des spécificités du meurtre de masse dont avaient été victimes les Juifs³².

Mais le gouvernement fédéral prit la décision d'ériger des monuments distincts pour les victimes du national-socialisme longtemps exclues de la politique mémorielle. Le 28 mai 2008 fut ainsi inauguré dans le district berlinois de Tiergarten, non loin de la Porte de Brandebourg, un monument à la mémoire des homosexuels persécutés (*Denkmal für die verfolgten Homosexuellen*) et qui, demandé par l'« Initiative mémorielle gay et lesbienne » (*Initiative Schwulendenkmal*), rappelait aussi les préjugés qui perdurèrent au-delà de 1945. De même le monument consacré aux « victimes du génocide des Sinti et Roms par le national-socialisme » (*Denkmal für die Opfer des nationalsozialistischen Völkermordes an den Sinti und Roma*) qu'inaugurèrent la chancelière Angela Merkel et le président de la République Joachim Gauck le 24 octobre 2012 à Tiergarten n'évoquait-il pas seulement la politique d'anéantissement national-socialiste, mais également les persécutions dont ces groupes de personnes furent victimes après 1945. En 1956 par exemple la Cour de Justice fédérale avait encore imputé aux Tsiganes un « instinct débridé d'occupation » (*ungehemmter Okkupationstrieb*) du territoire. Le monument proche de la Porte de Brandebourg reconnaît désormais ce groupe en tant que victime. Néanmoins, en raison des multiples périodes évoquées, il est si complexe qu'un message clair fait défaut. Le lieu commémoratif et documentaire voué aux personnes euthanasiées (*Gedenk- und Informationsort für die Opfer der nationalsozialistischen Euthanasie*) rappelle un groupe auquel on n'a longtemps pas reconnu le statut de victime. Il a ouvert ses portes le 2 septembre 2014 après de nombreux conflits autour du texte qu'il convenait d'y inscrire – en particulier les termes Tsiganes et holocauste – et se trouve Tiergartenstrasse 4 à Berlin-Mitte, d'où avaient été coordonnés sous le Troisième Reich la stérilisation forcée et l'assassinat de handicapés physiques et mentaux. L'*Aktion T4* était fondée sur la loi eugénique contre la naissance d'enfants atteints de maladies héréditaires (*Gesetz zur Verhütung erbkranken Nachwuchses*) du 14 juillet 1933. Elle fut interrompue en Allemagne en août 1941

30. Cité d'après Reichel, *Auschwitz*, p. 617. également Ulrike Jureit/Christian Schneider, *Gefühlte Opfer. Illusionen der Vergangenheitsbewältigung*, Stuttgart 2010, p. 54-76.

31. Dariuš Zifonun, « Heilsame Wunden. Holocaust-Gedenkstätten als Orte nationaler Identitätsbildung – Das Beispiel der ‚Topographie des Terrors‘ in Berlin », in : Hans-Georg Soeffner/Dirk Tänzler (éd.), *Figurative Politik*, Opladen 2002, p. 193-210, ici p. 196 sq., 204, cité d'après : Benz, *Nationalsozialismus*, p. 216.

32. Wild/Ferdinand, *Gedenkpolitik*, p. 974-976.

à la suite de protestations ecclésiastiques, mais poursuivie dans les camps de concentration. Certaines dispositions de cette loi restèrent en vigueur jusqu'en 2007, quand elle fut abolie définitivement, y compris en République fédérale d'Allemagne³³.

En fin de compte les lieux de mémoire voués aux victimes du national-socialisme tardivement reconnues ne se réfèrent pas seulement au nazisme, mais aussi à un passé plus récent et au présent. Toutefois on y fait ressortir la manière dont la République fédérale a géré sa politique mémorielle tandis qu'on évoque à peine celle du SED et le traitement réservé par la RDA à la mémoire. Mais ces monuments luttent aussi contre des idées préconçues qui ont encore cours, ils traitent donc de questions actuelles de la vie sociale et ils dépassent définitivement la victimisation des Allemands par eux-mêmes.

Mais le mémorial de l'holocauste de Berlin en particulier a certainement initié bien au-delà de la capitale de l'Allemagne unifiée une réflexion durable autour du passé national-socialiste. Au-delà, ce sont précisément les critiques qu'il a appelées qui ont provoqué en Allemagne une « systématisation et une réflexivité de la culture mémorielle promue par l'État »³⁴. Le mémorial de l'holocauste montre aussi les dangers d'un universalisme moral corrélé avec un intérêt majeur à légitimer le système politique de la République fédérale et une fierté qui s'égare à considérer comme un succès l'étude d'un passé accablant. L'émotion suscitée par l'étude d'autres génocides ou racismes ne rend pas compte des spécificités du génocide national-socialiste. En outre elle menace de dériver vers une assimilation symbolique de sa propre histoire à des fins de légitimation politique. Mais une politique mémorielle qui met le passé au service d'une confirmation du présent est anhistorique.

Parallèlement l'Allemagne unifiée rappelle aussi les coupables, à Berlin par exemple avec « Topographie de la terreur » (*Topografie des Terrors* – depuis 1987). La « maison de la conférence de Wannsee » (*Haus der Wannseekonferenz*), ouverte en 1992, et qui servit longtemps de foyer pour enfants, est au service de la même cause. Une initiative de l'historien et publiciste Joseph Wulf, qui avait demandé en 1966-1967 que fût installé dans ce bâtiment un centre de documentation pour la recherche sur le national-socialisme, avait été rejetée par le doyen catholique de Berlin Grüber. Hors de Berlin également des expositions montrent les crimes et actes des criminels nazis – celles par exemple d'Obersalzberg ou du site des congrès nationaux-socialistes (*Reichsparteitagsgelände*) à Nuremberg. C'est pourquoi on ne saurait parler globalement d'un « retour » des Allemands à quelque auto-victimisation ni simplement d'un « rollback mémoriel »³⁵.

Toutefois la mémoire s'est généralement autonomisée de plus en plus par rapport aux processus historiques concrets car les générations d'après-Guerre n'ont plus de conception personnelle de ce qu'ont été le national-socialisme ou la Deuxième Guerre mondiale. C'est pourquoi la mémoire a besoin d'une transmission non seulement cognitive, mais aussi affective et émotionnelle qui fait ressortir les valeurs et les normes

33. Ici et pour la suite : Wild, *20 Jahre*, p. 690-699.

34. Meyer, « Ein Ort, an den man gerne geht » : *Das Berliner Holocaust-Mahnmal*, p. 167.

35. Cité (dans cet ordre) d'après Frevert, *Memories*, p. 104 ; Harald Welzer, « Vergangenheitsüberwältigung », in : Ignacio Olmos/Nikky Keilholz-Rühle (éd.), *Kultur des Erinnerns. Vergangenheitsbewältigung in Spanien und Deutschland*, Frankfurt/M. 2009, p. 29-32, ici p. 32.

et devient occasionnellement moralisatrice. En cela la délimitation entre monuments et expositions se rapportant au nazisme tend à se dissoudre³⁶.

L'écho de films tels que *La liste Schindler* (1993-1994) ou *La vie est belle* de Roberto Benigni (1998-1999), qui masquent les coupables, renvoient à cette évolution de la culture mémorielle dans l'Allemagne unifiée. Ils traduisent des ambitions plus universalistes – essentiellement la prévention de guerres et génocides dans le futur. En 2000 quelque 72 % des personnes interrogées ont défini comme restant « très importante » ou « importante » la mémoire des « persécutions et meurtres de masse sous le Troisième Reich ». Seuls 18 % l'ont jugée « peu significative » ou « sans importance ». Dans la plupart des cas la référence aux droits de l'Homme en général souligne l'importance du génocide des juifs. Mais d'autre part une interprétation dans cette perspective menace de lisser sa spécificité et par conséquent de la masquer. Elle favorise aussi une approche téléologique de l'histoire qui la relie au présent et sous-expose son ouverture. Outre le présentisme irréfléchi et la décontextualisation qu'elle engendre une conception universaliste de l'Holocauste menace de banaliser et de ritualiser sa mémoire³⁷.

La mémoire des victimes du régime nazi en tant que pierre de touche : culture mémorielle entre singularisation et universalisation

Au total c'est surtout le mémorial de l'Holocauste de Berlin qui renvoie aux problèmes essentiels de la mémoire des victimes du national-socialisme. L'accaparement des victimes ne se dessine pas seulement dans les lieux commémoratifs, mais aussi et depuis quelque temps dans le traitement littéraire du génocide juif. Il peut distordre la mémoire autocritique et ne problématise pas la possibilité de représenter l'holocauste. Sous l'influence de la politique internationale des droits de l'Homme il s'est en outre transformé en représentation commune à divers génocides, ce qui a largement lissé les spécificités du meurtre systématique des Juifs sous le Troisième Reich. Conférer une universalité aux victimes du Troisième Reich pousse à une « décontextualisation des faits historiques »³⁸.

Le défi que constitue pour l'Allemagne l'accueil de migrants précisément dans une phase de transition qui voit disparaître les derniers témoins de la dictature nazie (et ses victimes) rend ce problème plus aigu. Cela modifie la culture mémorielle. Les arrivants doivent adapter leur comportement la représentation dominante tandis que les Allemands de longue date se trouvent confrontés à la mémoire des divers groupes d'immigrants³⁹. Ce double défi requiert en matière de mémoire des victimes du national-socialisme ouverture d'esprit et adhésion au pluralisme. Il en va de même en ce qui concerne le débat public lorsqu'est en cause la formation historique et politique. Les familles et les écoles avant tout, mais aussi les monuments et les musées, sont les

36. Chloe Paver, « From Monuments to Installations : Aspects of Memorialization in Historical Exhibitions about the National Socialist Era », in : Niven/Paver (éd.), *Memorialization*, p. 253-264, ici p. 253, 256, 262

37. Dirk Rupnow, « Transformationen des Holocaust. Anmerkungen nach dem Beginn des 21. Jahrhunderts », in : *Transit 35* (2008), p. 68-88, ici p. 74 ; Norbert Frei, « Deutsche Lernprozesse. NS-Vergangenheit und Generationenfolge seit 1945 », in : Olmos/Keilholz-Rühle (éd.), *Kultur*, p. 87-102, ici p. 87 sq.

38. Norbert Frei, *Geschichtswissenschaft*, in : Knigge/Frei (éd.), *Verbrechen*, p. 369-377, ici p. 375.

39. Viola B. Georgi, « "Ich kann mich für Dinge interessieren, für die sich jugendliche Deutsche auch interessieren". Zur Bedeutung der NS-Geschichte und des Holocaust für Jugendliche aus Einwandererfamilien », in : la même et Rainer Ohlinger (éd.), *Crossover Geschichte. Historisches Bewusstsein Jugendlicher in der Einwanderungsgesellschaft*, Hamburg 2009, p. 90-108, ici p. 93 ; Assmann, *Unbehagen*, p. 123-133.

lieux sociaux de rencontre de cultures mémorielles différentes. Ainsi peut-on aussi faire comprendre l'holocauste à des immigrés musulmans qui connaissent l'expulsion de Palestine par l'État nouvellement créé d'Israël (la *nakba*) en la mettant en rapport avec d'autres génocides (tels par exemple le génocide de la minorité Tutsie par les Hutus au Rwanda en 1994)⁴⁰.

Cependant une approche universelle de la mémoire ignore d'importantes spécificités du meurtre de masse commis sur les Juifs. Une telle démarche passe sous silence aussi bien les contextes particuliers que la culpabilité et la responsabilité des Allemands (et, dans une moindre mesure, des Autrichiens) dans l'holocauste. De même les approches qui, dans les lieux de mémoire et les musées, tentent d'en appeler aux émotions et à l'empathie pour l'apprentissage de l'histoire de l'extermination nazie succombent au danger de ne promouvoir qu'un simple présentisme ou une culture du trouble. C'est pourquoi il faut qu'ils s'appuient sur une connaissance précise de l'histoire qui doit chaque fois être transmise.

Traduit de l'allemand par Jean-Paul Cahn et Jérôme Vaillant

40. Pour ce qui précède et ce qui suit, Dirk Rupnow u.a. « "Und was hat das mit mir zu tun ?" Perspektiven einer transnationalen Geschichtsvermittlung zu Nazismus und Holocaust in der Migrationsgesellschaft », in : *Zeitgeschichte* 40 (2013), p. 49-68 ; Aleida Assmann/Juliane Brauer, « Bilder, Gefühle, Erwartungen. Über die emotionale Dimension von Gedenkstätten und den Umgang von Jugendlichen mit dem Holocaust », in : *Geschichte und Gesellschaft* 37 (2011), p. 72-103 ; Beth Goodacre/Gavin Baldwin, *Living the Past. Reconstruction, Recreation, Re-Enactment and Education at Museums and Historical Sites*, London 2002, particulièrement p. 7-27, 200-203.